

31 octobre :

Le secrétaire d'État Condoleezza RICE déclare devant le CSNU réuni au niveau ministériel (Condoleezza Rice, *Remarks Before the United Nations Security Council*, UN Headquarters, New York City, 31 octobre 2005) que les actions de la Syrie (fausses déclarations, soutien au terrorisme, ingérence dans la vie politique intérieure et déstabilisation de ses voisins) en dépit des résolutions 1559 (le CSNU exige le retrait de toutes les forces étrangères du Liban) et 1595 (le CSNU établit la Commission d'Enquête Internationale Indépendante sur l'assassinat de l'ancien premier ministre Rafic HARIRI) l'isolent davantage de la communauté internationale et justifient l'adoption de la résolution 1636 (le CSNU tiendra la Syrie responsable des éventuels défauts de coopération avec la Commission d'enquête dirigée par Detlev MEHLIS) afin que le gouvernement syrien prenne une "décision stratégique pour fondamentalement changer sa conduite" (changement de politique et non de régime).

La résolution 1636 adoptée par 15 voix contre 0 exige de la Syrie qu'elle coopère avec la Commission d'enquête internationale (détention et présentation des suspects, accès aux documents gouvernementaux, accès aux preuves et dépositions des témoins, liberté d'interroger les responsables et citoyens syriens – y compris le président Bachar AL-ASSAD, son frère chef de la Garde républicaine Maher AL-ASSAD et son beau-frère directeur du renseignement militaire Asef SHAWKAT – en Syrie comme à l'étranger, liberté de déplacement des enquêteurs en Syrie) et dote cette dernière du pouvoir de notifier au CSNU les éventuels manquements.

La formule des "conséquences sérieuses" (la disposition menaçant expressément la Syrie de sanctions a été retirée afin de garantir les votes de la Russie, de la Chine et de l'Algérie opposées à des sanctions "prématurées") que causerait l'obstructionnisme syrien désigne dans la terminologie onusienne les sanctions que déciderait le CSNU sur le fondement de l'article 41 du chapitre VII de la Charte des Nations Unies : principalement économiques (embargo, interruption des relations économiques) et *ad hominem* (interdiction de voyager et gel des avoirs pour les individus suspectés par une commission du CSNU).

Le président George W. BUSH et le Premier ministre italien Silvio BERLUSCONI réaffirment les liens forts qui unissent les États-Unis et l'Italie jusque dans la *GWOT* (si l'Italie entame le retrait graduel de ses troupes d'Irak, 2 900 soldats italiens participent encore à l'*OIF*) et la propagation de la démocratie au GMO en dépit de récentes frictions (affaires "Calipari" du 4 mars 2005 et de l'"*extraordinary rendition*" du 17 février 2003).

Les États-Unis acceptent après quatre années de refus que des experts des droits de l'homme du Comité International de la Croix Rouge visitent les lieux de détention américains de Guantanamo sur l'île de Cuba.

30 octobre : Le rapport publié par l'inspecteur général américain pour la reconstruction de l'Irak – Stuart W. BOWEN – dénonce le "*reconstruction gap*" (écart entre les projets prévus et ceux réalisés) résultant de ce que l'effort américain de reconstruction de l'Irak est gangrené par la violence, la corruption et la mauvaise gestion (25% des dépenses réalisées sont ainsi allouées à la seule sécurité).

29 octobre :

Un groupe militant cachemirien perpétue trois attentats à New Delhi (Inde) qui tuent 59 personnes.

28 octobre :

Comparant le radicalisme islamique au communisme (deux visions politiques élitistes sacrifiant les innocents dans la poursuite d'objectifs totalitaires de domination impériale, méprisant les peuples libres comme faibles et décadents, promues par des individus qui sont les ennemis de l'Amérique mais aussi de l'humanité et qui véhiculent les contradictions portant en germe leur propre faillite), le président George W. BUSH dénonce (George W. Bush, *President Discusses War on Terror*, Chrysler Hall, Norfolk, Virginie, 28 octobre 2005) l'agenda terroriste (développer des ADM, détruire Israël, intimider l'Europe, assaillir les États-Unis, isoler et faire chanter le gouvernement américain) et la vision (évincer les influences américaines et occidentales du GMO, s'emparer du contrôle d'un État qui servirait de base arrière et de pas de tir dans la guerre contre les gouvernements musulmans non radicaux, rallier les masses musulmanes) qu'il sous-tend.

M. BUSH préconise de mettre en œuvre pour gagner la *GWOT* une stratégie polyptique composée d'un quintuple déni :

- > 1. dénier l'action aux terroristes (prévention, *Homeland Defense*, réforme du renseignement et coopération internationale)
- > 2. dénier les ADM aux "régimes hors-la-loi" et à leurs "alliés terroristes" (*PSI*)
- > 3. dénier le soutien et le sanctuaire des régimes hors-la-loi aux groupes radicaux (*Bush doctrine*, diplomatie coercitive contre l'Iran et la Syrie)
- > 4. dénier le contrôle d'une nation aux militants qui l'utiliseraient comme base arrière et pas de tir (*OEF* et *OIF*)
- > 5. dénier de futures recrues aux militants (remplacer à travers le GMO la haine et le ressentiment par la démocratie et l'espoir : *BMENA*, soutiens aux dissidences et *public diplomacy*)

L'organisation sécuritaire centro-asiatique OCS (Organisation de Coopération de Shanghai : Russie, Chine, Ouzbékistan, Kirghizstan, Tadjikistan et Kazakhstan) réitère son vœu du 5 juillet 2005 pour que les États-Unis établissent un calendrier du retrait de leurs troupes d'Asie centrale.

Sept parlementaires adressent au secrétaire d'État Condoleezza RICE une lettre le pressant de mettre en œuvre une stratégie multilatérale pour le Népal en vue de "convaincre le Roi, les maoïstes et le peuple du Népal de rendre le cessez-le-feu permanent, de restaurer les processus et institutions démocratiques multipartites ainsi que la sécurité du Royaume".

27 octobre :

Harriet MIERS demande le retrait de sa candidature comme juge à la Cour suprême en remplacement de Sarah O'CONNOR – en arguant du respect du principe de séparation des pouvoirs – suite au désaccord exprimé par l'aile droite radicale du *GOP* : satisfaite par la religiosité de la candidate, la base des conservateurs chrétiens lui reprochait toutefois une philosophie judiciaire insuffisamment conservatrice. Le président George W. BUSH accepte avec regret la décision de Mme MIERS.

Ce scénario correspond à celui préconisé depuis trois semaines par certains leaders d'opinion conservateurs : George WILL, Charles KRAUTHAMMER et William KRISTOL.

26 octobre :

L'Office of the Director of National Intelligence publie *The National Intelligence Strategy of the United States of America* (20 p.).

La Maison-Blanche se dit préoccupée par les intentions nucléaires de l'Iran consécutivement au propos tenu par le président iranien Mahmoud AHMADINEJAD lors d'une conférence intitulée *World Without Zionism* d'"effacer Israël de la carte" car "toute personne reconnaissant Israël brûlera dans le feu de la colère des nations islamiques". Cet appel à la destruction d'un pair par un membre des Nations Unies (même si Israël – de même que les États-Unis – n'a pas de relations diplomatiques avec l'Iran) est condamné par l'ensemble de la communauté internationale.

Le sous-secrétaire à la Défense adjoint pour les affaires asiatiques et pacifiques Richard LAWLESS annonce que les États-Unis et le Japon ont aplani un différend en concluant un accord pour reloger la base du *Marine Corps* de Futenma (située dans le Sud de l'île d'Okinawa où se trouvent les 2/3 des 50 000 soldats américains en poste au Japon) dans une zone moins densément peuplée (Nord de l'île).

L'accord doit permettre de négocier le redéploiement global des troupes américaines stationnées sur l'archipel (de plus en plus mal perçues par l'opinion nipponne) tout en maintenant la protection américaine dissuasive dont bénéficie le Japon.

Le sénateur démocrate ancien candidat à l'élection présidentielle John KERRY demande au président George W. BUSH de rapatrier 20 000 soldats / 150 000 au cours des périodes de Noël si le vote du 15 décembre 2005 est un succès car l'insurrection ne peut être vaincue sans allègement des troupes américaines stationnées en Irak.

Si le rapport publié par l'envoyé spécial des Nations Unies Terje ROED-LARSEN sur la mise en œuvre de la résolution 1559 constate le retrait des troupes syriennes du Liban, il souligne que la présence d'agents syriens et les trafics d'armes avec les milices palestiniennes stationnées au Liban perdurent.

Michael O'HANLON ("Future Military Scenarios Involving American Forces", Testimony before the House Armed Services Committee, 26 octobre 2005, 11 p.) esquisse les scénarii militaires futurs pour faire face à des conflits impliquant la Chine, la Corée du Nord, l'Iran ou le Pakistan.

Pour faire face aux scénarii principaux (conflit contre la Corée du Nord, conflit contre la Chine dans le détroit de Taiwan) comme secondaires (stabiliser et réformer l'État palestinien, réduire le risque de catastrophe nucléaire en Asie du Sud, stabiliser un vaste pays comme l'Indonésie ou le Congo, faire face à un coup d'État en Arabie Saoudite, protéger l'économie pétrolière du Golfe persique contre l'opposition iranienne), M. O'HANLON préconise le conservatisme (maintien d'importantes forces armées conventionnelles : tandis que l'*US Navy* et l'*US Air Force* se chargeraient des menaces conventionnelles, l'*US Army* et les *Marines* traiteraient les menaces non conventionnelles) en dépit de l'expérience *OIF* et de la préoccupation pour le *Network-Centric Warfare*.

En revanche, le changement dans la structure des forces américaines de défense se traduit par l'abandon de la "*two-war strategy*" :

- ▶ du standard "1-4-2-1" ...
 - défendre le territoire
 - dissuader des agresseurs sur 4 théâtres (Europe, Golfe persique, Asie du Nord-Est et littoral asiatique)
 - vaincre 2 ennemis régionaux majeurs
 - et occuper l'1 d'eux si nécessaire ...
- ▶ ... à celui "1-4-1-1" :
 - défendre le territoire

- dissuader des agresseurs (y compris terroristes) sur 4 théâtres (Europe, Golfe persique, Asie du Nord-Est et littoral asiatique)
- assurer 1 large mission de stabilisation (Asie du Sud, Asie du Sud-Est, Moyen-Orient, Afrique)
- livrer 1 guerre air-sol de haute intensité (Corée)
- et assurer 1 engagement mer-air majeur (Déroit de Taiwan et Golfe persique)

Loren B. THOMPSON ("Military Capabilities for Emerging Regional Challenges", Analysis for the House Armed Forces Defense Review, 26 octobre 2005, 9 p.) recommande les capacités militaires nécessaires pour gérer les futurs défis en provenance des cinq puissances régionales que sont la Chine, l'Inde, l'Iran, la Corée du Nord et le Pakistan.

Ces puissances régionales présentent huit points communs qui rendent spécifiques les menaces qu'elles posent :

- ▶ 1. l'éloignement par rapport aux États-Unis accroît l'importance de la logistique
- ▶ 2. le fort sentiment d'identité nationale accroît la cohésion des armées et les risques de guerres
- ▶ 3. la persistance de différends territoriaux frontaliers de voisinage accroît les risques de conflits
- ▶ 4. la conjugaison du sous-développement et de la pression démographique incite les gouvernements à imputer les frustrations intérieures à des boucs émissaires extérieurs (*scapegoat theory*)
- ▶ 5. le dirigisme étatique (notamment économique) entrave la croissance économique et alimente les tensions domestiques
- ▶ 6. le développement d'ADM dans le passé à des fins sécuritaires accroît le danger des conflits régionaux potentiels
- ▶ 7. le transfert de technologie d'armements contournant les régimes de contrôle des armements et le parrainage de forces non conventionnelles pour atteindre des objectifs inaccessibles par les moyens conventionnels témoignent d'un lourd passif
- ▶ 8. la conjugaison de la révolution de l'information et de la globalisation économique a permis leur montée en puissance

Postulant que l'ennemi attaque toujours les faiblesses de sa cible et donc que l'armée doit être "flexible et souple" (capacités applicables à différentes menaces en différents lieux), reprochant aux décideurs politiques une préoccupation excessive pour le *Network-Centric Warfare* et les technologies de l'information, M. THOMPSON préconise cinq avantages dissymétriques déterminants pour les succès militaires à venir des États-Unis :

- ▶ 1. *comprehensive reconnaissance* : la "reconnaissance exhaustive" est la capacité à contrôler continûment les activités adverses sur le spectre électromagnétique (*ISR : Intelligence, Surveillance and Reconnaissance*)
- ▶ 2. *command of the air* : la "dominance aérienne" est la capacité à utiliser sans entraves l'espace aérien en dépit des efforts ennemis pour en dénier l'accès
- ▶ 3. *precision strike* : la "frappe de précision" est la capacité à détruire rapidement et précisément des cibles distantes en dépit des efforts ennemis pour les dissimuler, les rendre mobiles ou les protéger
- ▶ 4. *global mobility* : la "mobilité globale" est la capacité à projeter rapidement des forces et des approvisionnements avec suffisamment de masse pour prévaloir

- 5. *information dominance* : la "dominance informationnelle" est la capacité à contrôler le flux de l'information dans des zones d'opérations militaires (et à procurer aux forces alliées la bande passante et l'accès nécessaires) tout en déniaient la connexion à l'adversaire

25 octobre :

Une minute de silence au Sénat, la lecture du nom des *killed in action* (KIA) à la Chambre des représentants, de nouvelles protestations et un discours du président George W. BUSH marquent symboliquement la mort du 2000^{ème} soldat américain en Irak. 90% des KIA l'ont été après le discours présidentiel du 1^{er} mai 2003 dans lequel M. BUSH avait annoncé la fin des "principales opérations de combat", les causes de décès résidant surtout dans les IEDs (*Improvised Explosive Devices*) et les fusillades contre les insurgés. Alors que le président souligne (George W. Bush, *President Addresses Joint Armed Forces Officers' Wives' Luncheon*, Bolling Air Force Base, Washington, D.C., 25 octobre 2005) les progrès réalisés en Irak (réduction de la capacité de nuisance ennemie, formation / entraînement des troupes irakiennes et enracinement de la démocratie) et requiert patience, détermination et sacrifice de la part de la nation américaine, les soutiens de l'opinion publique et des leaders politiques à l'OIF s'érodent : par égard pour les soldats américains tués en Irak, le sénateur démocrate de l'Illinois Richard J. DURBIN exige ainsi désormais du *Commander-in-Chief* qu'il esquisse une "claire stratégie de responsabilité". Si les pertes humaines cumulées sont perçues symboliquement, les pertes humaines marginales ou quotidiennes restent suffisamment basses (moins de trois par jour sauf accidents) pour ne pas obérer les perceptions et entamer irréversiblement le soutien de l'opinion publique à l'intervention militaire.

Les États-Unis et la France soumettent au CSNU un projet de résolution (soutenu par la Grande-Bretagne) menaçant la Syrie de sanctions économiques si elle ne coopère pas (détention et présentation des suspects, accès aux documents gouvernementaux, accès aux preuves et dépositions des témoins, liberté de déplacement des enquêteurs en Syrie) dans le cadre de l'enquête onusienne menée par Detlev MEHLIS.

Outre la fin de l'obstructionnisme syrien, le président George W. BUSH (George W. Bush, *President Addresses Joint Armed Forces Officers' Wives' Luncheon*, Bolling Air Force Base, Washington, D.C., 25 octobre 2005) exhorte le CSNU à exiger de la Syrie – qualifiée avec l'Irak de "principaux parrains du radicalisme islamique au Moyen-Orient" – des comptes pour son soutien au terrorisme moyen-oriental (notamment palestinien), la déstabilisation du Liban et son rôle d'axe de pénétration pour les jihadistes étrangers rejoignant l'Irak.

Le secrétaire d'État Condoleezza RICE exhorte Israël à faciliter les échanges économiques à la frontière de la Bande de Gaza afin de relancer une économie du territoire condition nécessaire au processus de paix.

La Commission électorale indépendante d'Irak publie les résultats du referendum national sur le projet de Constitution qui s'est tenu le 15 octobre. Si 78% des votants ont approuvé le texte constitutionnel sans que le *quorum* pour le rejet (2/3 des électeurs votant contre dans trois provinces sur les 18 que compte l'Irak) soit atteint, les trois provinces majoritairement sunnites ont rejeté plus (96% et 81%) ou moins (56%) largement le projet tandis que les 12 provinces majoritairement chiites l'ont approuvé à plus de 94% des votants : les résultats vérifient donc le clivage de la société irakienne le long des failles ethniques et communautaires.

Toutefois le taux élevé de la participation sunnite peut signifier que la communauté minoritaire rejette l'insurrection armée pour souscrire à la participation politique conventionnelle.

Le ministre japonais de la Défense – Yoshinori OHNO – déclare qu'un accord avec les États-Unis sur le redéploiement des troupes américaines stationnées au Japon est imminent. Ce redéploiement qui doit permettre aux États-Unis d'alléger et de flexibiliser la structure de déploiement des troupes américaines à l'étranger consiste en un triple mouvement : d'abord un transfert des soldats stationnés dans l'Ouest de l'Europe (notamment l'Allemagne) vers l'Est (2 700 hommes en Bulgarie, 2 300 hommes en Roumanie, etc.) ; ensuite un transfert de ceux hébergés en Asie de l'Est vers le pourtour asiatique et l'Asie centrale ; enfin le rapatriement aux États-Unis de certaines troupes.

L'ancien *chief of staff* du secrétaire d'État Colin POWELL de 2002 à 2005 dénonce le duo CHENEY-RUMSFELD qui prit en otage le processus décisionnel de politique étrangère de 2001 à 2005 en contournant le *National Security Council* établi par le *National Security Act* de 1947 (Lawrence B. Wilkerson, "The White House cabal", *Los Angeles Times*, 25 octobre 2005) :

"Au cours du premier mandat du président Bush, certaines des décisions les plus importantes à propos de la sécurité nationale des États-Unis – y compris des décisions vitales quant à l'Irak d'après-guerre – furent prises par une cabale secrète et peu connue. Elle était composée d'un très petit groupe d'individus mené par le vice-président Dick Cheney et le secrétaire à la Défense Donald Rumsfeld."

24 octobre :

Étant donnée la réticence de trois États membres du CSNU (Chine, Russie et Algérie) à une résolution exigeant de la Syrie – sur le fondement du chapitre VII de la Charte des Nations Unies – qu'elle coopère à l'enquête menée par Detlev MEHLIS (la Chine allègue par exemple que la Syrie s'est déjà engagée à coopérer), et alors que les États-Unis et la Grande-Bretagne appellent à une action prompte depuis la publication du Rapport MEHLIS (le secrétaire d'État Condoleezza RICE déclare qu'il attend des ministres des Affaires étrangères des pays membres du CSNU l'envoi d'un "signal fort" à la Syrie : Condoleezza Rice, *On-the-Record Briefing En Route to Canada*, 24 octobre 2005), la France transige et annonce qu'il est prématuré de prendre des sanctions avant la clôture de l'enquête (le 15 décembre 2005) mais que le CSNU doit exiger du régime syrien qu'il coopère pleinement aux dernières semaines de l'investigation.

Le choix d'une campagne diplomatique graduelle et séquencée visant le consensus au sein du CSNU dilue le sentiment d'urgence à agir qui a prévalu lors de la publication du Rapport MEHLIS. Si la Syrie bénéficie des doutes sur la rationalité des sanctions suscités par les précédents irakien et nord-coréen, l'image du régime de Bachar AL-ASSAD devrait toutefois être à nouveau dégradée lors de la publication du Rapport LARSEN sur la mise en œuvre de la résolution 1559.

La publication d'une lettre de l'envoyé spécial des États-Unis au Moyen-Orient – James D. WOLFENSOHN – adressée aux membres du *Quartet* pour la relance du processus de paix israélo-palestinien (ONU, États-Unis, Union européenne et Russie) et datée du 17 octobre 2005 révèle le double constat américain pour l'économie de la Bande de Gaza : d'un côté M. WOLFENSOHN reproche au gouvernement israélien son attitude dilatoire sur des dossiers économiques primordiaux pour la Bande de Gaza ; de l'autre il avertit que des "signes de fragmentation interne" à l'Autorité Palestinienne sapent les efforts pour sécuriser la Bande de Gaza et attirer les investisseurs étrangers.

Deux attentats-suicides perpétrés contre l'Hôtel Palestine de Bagdad (où résident les journalistes étrangers) et revendiqués par les *Lions of Braa Bin Malik* tuent 16 civils irakiens et en blessent 22.

La Corée du Nord annonce qu'elle participera au nouveau cycle des *Six-Party Talks* qui débutera le 8 novembre mais doute de la volonté des États-Unis depuis le renforcement des "mesures défensives" contre la Corée du Nord.

Le président polonais élu le 23 octobre 2005 – Lech KACZYNSKI – accepte l'invitation du président George W. BUSH de se rendre aux États-Unis en janvier 2006, soulignant ainsi l'importance stratégique de la relation bilatérale.

Des militants du groupe pacifiste *American Friends Service Committee* manifestent devant le Congrès pour qu'il cesse de financer l'OIF alors que les pertes humaines s'élèvent à 1 997 soldats américains.

Le rapport annuel de l'*International Institute of Strategic Studies* sur la puissance militaire – *The Military Balance* – souligne l'inadéquation des forces armées conventionnelles occidentales aux menaces à court et moyen termes. Le *Network-Centric Warfare (NCW)*¹ théorisé par les stratégestes est infirmé sur le terrain par les combats que livrent les stratèges contre un ennemi non conventionnel déployant une stratégie asymétrique et offrant donc peu de prises à la technologie : non seulement le brouillard de la guerre n'est pas dissipé par la suprématie aérienne mais encore les armements de précision n'évident pas les frictions. Plutôt qu'un *NCW*, l'*IJSS* évoque une "netwar" basée sur des "réseaux humains souples et adaptables" qui impose – après avoir privilégié le *SIGNINT (signal intelligence)* – de re-apprécier le *HUMINT (human intelligence)*.

Hormis la résistance au changement que manifestent les industries de défense et de l'armement occidentales en général et américaines en particulier, le *NCW* reste pertinent lorsque sont envisagées les menaces à long terme, notamment la modernisation militaire conventionnelle de la *People's Liberation Army* couplée à l'accroissement du budget de la défense chinois.

La politique étrangère américaine (notamment les forces armées) est ainsi doublement écartelée : sur le spectre des menaces, la politique étrangère américaine est écartelée entre une menace non-conventionnelle *anti-étatique* (le radicalisme terroriste) et une menace conventionnelle *hyper-étatique* (la modernisation militaire de la *People's Liberation Army*) ; sur le spectre des réponses, la politique étrangère américaine est écartelée entre renseignement et recours à la force armée en passant par les alliances, la diplomatie culturelle/publique et la diplomatie coercitive.

23 octobre :

L'administration américaine renforce ses "mesures défensives" contre la Corée du Nord (David E. Sanger, "U.S. Widens Campaign on North Korea", *The New York Times*, 24 octobre 2005) par une démarche comportant trois volets : réduire la vente et le transfert de technologies militaires de la part de la Corée du Nord (matériels balistiques et radioactifs), renforcer l'anti-prolifération (dénier le droit de survol aux aéronefs suspectés de transférer de la technologie militaire et étendre la *PSI – Proliferation*

¹ *RMA* est l'acronyme de *Revolution in Military Affairs* visant à l'"information dominance" grâce au "système de systèmes" que permet l'intégration des NTIC au sein du concept de *C4ISR (Command, Communication, Computer, Control, Intelligence, Surveillance, Renseignement)*. La *RMA* est désormais remplacée par le concept de *NCW (Network-Centric Warfare)* sous-tendu par une transformation des forces dont l'objectif est une triple "dominance" : dominer le spectre des conflits, dominer l'information donc la décision, dominer l'armement de précision.

Security Initiative – en Asie centrale : des détecteurs de radiations seront ainsi disséminés dans les aéroports centro-asiatiques) et intensifier la contre-prolifération (préparer la riposte aux ADM et la défense anti-balistique : le Japon par exemple rejoint l'*American Missile Defense Program*).

Cette posture raffermie doit multiplier la "puissance de négociation" des États-Unis avant la reprise des *Six-Party Talks* début novembre.

Ouverture à Vilnius (Lituanie) du sommet informel des ministres de la Défense des États membres de l'OTAN au cours duquel est rappelé que la future adhésion de l'Ukraine à l'Alliance Atlantique ne doit pas préoccuper la Fédération de Russie.

Le sous-secrétaire d'État pour la *public diplomacy* Karen HUGHES achève sa tournée en Asie en appelant la Malaisie – *melting pot* religieux de l'Asie – à user de son influence dans le monde islamique pour expliquer les politiques américaines.

Le second d'al-Qaida transnational Ayman AL-ZAWAHIRI exhorte la communauté musulmane – dans une vidéo diffusée par la chaîne panarabe *Al-Jazeera* – à venir en aide aux musulmans sinistrés par le tremblement de terre au Pakistan le 8 octobre 2005. S'adressant aux "[seuls] musulmans en général et aux [seules] organisations caritatives islamiques en particulier" en vue d'aider les seuls musulmans, AL-ZAWAHIRI reflète – en même temps qu'il alimente – la professionnalisation / communautarisation croissante de l'aide humanitaire (*a contrario* des principes de la plupart des ONG occidentales) et réalise une opération de *public relations* visant à re-apprécier une image du *jihad* dégradée en (et par l') Irak.

22 octobre :

Le secrétaire à la Défense Donald H. RUMSFELD salut le "courage politique et personnel" de la Mongolie dont les troupes participent à la coalition internationale qui livrent la *GWOT* en Afghanistan et en Irak. Il déclare que la relation bilatérale américano-mongole est forte – mais ne doit pas préoccuper les voisins chinois et russe – et félicite la décision de la Mongolie de faire de son armée (8 600 hommes) une troupe spécialisée dans le maintien de la paix (les États-Unis soutiennent l'établissement d'un centre d'entraînement au *peacekeeping* sous l'égide de la *GPOI – Global Peace Operations Initiative* – à proximité d'Oulan Bator).

Le secrétaire à la Défense Donald H. RUMSFELD exige que les commandants américains en Afghanistan mènent avec diligence l'enquête sur les allégations d'après lesquelles deux soldats américains auraient immolé des cadavres de combattants talibans à des fins de propagande : M. RUMSFELD craint les conséquences d'une dégradation de l'image des États-Unis.

Les troupes américaines appuyées par l'aviation tuent "20 insurgés" lors d'un assaut livré contre les repères militants situés à la frontière irako-syrienne.

21 octobre :

Le président George W. BUSH (*President Discusses Mehlis Report from United Nations*, Ronald Reagan Presidential Library, Simi Valley, Californie, 21 octobre 2005) et le secrétaire d'État Condoleezza RICE (*On-The-Record Briefing With Foreign Secretary of the United Kingdom Jack Straw*, En Route to Alabama, 21 octobre 2005) exigent – à la suite de la publication du Rapport MEHLIS imputant la décision puis l'organisation de l'assassinat de l'ancien Premier ministre Rafic HARIRI à de hauts responsables syriens – que la Syrie assume sa responsabilité devant la communauté internationale selon des

modalités à déterminer. M. BUSH demande à Mme RICE de convoquer les ministres des Affaires étrangères des 15 États membres du CSNU en vue d'une action punitive (de l'interdiction des vols internationaux syriens couplée aux restrictions commerciales à l'embargo sur les biens).

Le président souhaite délégitimer le régime syrien (*policy change*) sans pour autant évincer son dirigeant (*regime change*). Si l'objectif à long terme reste la fin du règne de 35 ans de la famille ASSAD et l'organisation d'élection libre en Syrie, les États-Unis n'acceptent qu'avec réticence le court terme intermédiaire de la procédure onusienne (enquête, procédure judiciaire et sanctions punitives) à laquelle ils préféreraient une "bataille décisive". Mais le *regime change* n'est pas envisageable pour trois raisons : l'absence d'alternative politique viable au président Bachar AL-ASSAD (si ce n'est l'opposition islamiste anti-américaine), le risque de déstabilisation du pays (violences ethniques et sectaires) et de la région. La Syrie est donc exhortée à un *policy change* en cessant la déstabilisation de ses voisins : d'abord respecter le souveraineté libanaise et ne plus fournir d'armes aux militants libanais *pro*-syriens ; ensuite respecter la volonté de paix des Palestiniens et ne plus soutenir les groupes palestiniens rejectionnistes ; enfin aider à stabiliser l'Irak en obstruant les voies de pénétration des jihadistes étrangers en Irak (aéroport et routes) et en développant de bonnes relations avec le gouvernement irakien.

Le secrétaire à la Défense Donald H. RUMSFELD poursuit sa tournée asiatique par des discussions avec la Corée du Sud sur son engagement accru dans la sécurité de la péninsule coréenne. La *ROK (Republic of Korea)* souhaite un réajustement des rôles et des responsabilités avec les États-Unis et la mise en adéquation de son engagement politico-militaire régional avec sa puissance économique croissante : elle demande ainsi le transfert du contrôle opérationnel en temps de guerre sur son armée (transfert acquis en temps de paix depuis 1994), lequel est assuré depuis 1950 par les États-Unis, de même qu'une réévaluation du parapluie nucléaire américain (parfois présenté comme le principal obstacle au démantèlement du programme nucléaire nord-coréen).

Alors que 37 500 soldats américains continuent de renforcer l'armée sud-coréenne (forte de 690 000 hommes) face au pays le plus militarisé du monde (*au prorata* de sa population : la Corée du Nord compte 1,2 million de soldats), M. RUMSFELD se dit ouvert pour discuter du transfert du contrôle opérationnel en temps de guerre et de la réduction des troupes américaines stationnées en *ROK* (de 37 500 à 28 000 d'ici 2008).

Achevant une visite de trois jours (18-21 octobre) en Corée du Nord consacrée à la négociation des modalités concrètes (procédure de démantèlement et moyens de vérification extérieurs) de mise en œuvre de l'accord conclu le 19 septembre 2005 par les membres des *Six-Party Talks*, le gouverneur du Nouveau-Mexique Bill RICHARDSON déclare que la Corée du Nord apparaît "pleinement disposée" à reprendre sans conditions préalables en novembre 2005 les pourparlers sur son *CVID (Complete, Verifiable and Irreversible Dismantlement)* et semble "flexible" quant à la fourniture de *LWRs (Light-Water nuclear Reactors)* par les États-Unis. Le négociateur américain ajoute que la bonne foi nord-coréenne permet d'envisager une centrale nucléaire civile sans risque de prolifération.

Le sous-secrétaire d'État Nicholas BURNS rencontre le ministre indien des Affaires étrangères Shyam SARAN pour négocier les modalités d'application de l'accord de coopération nucléaire conclu entre le président américain et le Premier ministre indien le 18 juillet 2005. En contrepartie de la stricte ventilation de ses activités nucléaires civile et militaire, l'Inde doit bénéficier d'une aide technologique en matière de nucléaire civil (fourniture de réacteurs nucléaires civils) habituellement réservée aux États non

nucléaires membres du TNP. La posture ferme prise par l'Inde lors du vote à l'AIEA sur le programme nucléaire iranien a effectivement levé les réserves qu'émettait le Congrès des États-Unis à l'encontre de l'accord de coopération nucléaire américano-indien.

Le leader suprême de la République islamique d'Iran – l'Ayatollah Ali KHAMENEI – déclare à l'Université de Téhéran que son pays résistera à la "tyrannie" qu'exercent les États-Unis sur le programme nucléaire civil iranien alors même que la technologie atomique ne serait jamais employée à des fins militaires.

Les États-Unis continuent d'avancer – à partir du passif iranien (18 années de dissimulation par l'Iran de son programme nucléaire militaire) – que Téhéran s'efforce d'acquérir l'arme atomique sous couvert de nucléaire civil.

Le sous-secrétaire d'État pour la *public diplomacy* Karen HUGHES essuie les critiques des étudiantes indonésiennes (lors d'un colloque universitaire organisé à Jakarta) contre les politiques extérieures des États-Unis en général et l'OIF en particulier. Si les gouvernants indonésiens sont les alliés des États-Unis dans la *GWOT*, l'opinion publique reproche toutefois largement l'intervention en Irak et le soutien américain à Israël.

Les États membres de l'OTAN s'accordent pour envoyer des ingénieurs militaires, des médecins et des soldats pour renforcer l'aide d'assistance au Pakistan après le tremblement de terre du 8 novembre 2005.

La volonté du président vénézuélien Hugo CHAVEZ de développer un programme énergétique nucléaire – éventuellement en coopération avec l'Argentine, le Brésil, voire l'Iran – suscite la méfiance de la diplomatie américaine dont la politique est souvent l'objet de critiques de la part du socialiste latino-américain.

20 octobre :

Le ministre nord-coréen des Affaires étrangères – Ban KI-MOON – annonce que son pays révélera son programme complet d'armes nucléaires lors de la reprise des *Six-Party Talks* en novembre 2005 et exigera des autres parties prenantes (Chine, Russie, Corée du Sud, Japon, États-Unis) qu'elles présentent un plan détaillé d'assistance économique à la Corée du Nord.

Le président George W. BUSH reçoit le président de l'Autorité Palestinienne (AP) Mahmoud ABBAS (*President Welcomes Palestinian President Abbas to the White House, The Rose Garden, Washington, D.C., 20 octobre 2005*) au moment où les faibles "dividendes de la paix" enregistrés depuis le désengagement israélien de Gaza sont de plus en plus imputés au défaut d'implication des États-Unis dans la résolution du conflit israélo-palestinien. Or, cette dernière pourrait être un préalable à – et non un auxiliaire de – la démocratisation du GMO (marginaliser les extrêmes arabes) et à la terminaison de la *GWOT* (légitimer l'action des États-Unis).

Si M. ABBAS attend de M. BUSH qu'il soutienne les élections législatives libres de janvier 2006, insiste pour qu'Israël démantèle ses colonies illégales et souhaite l'établissement d'un lien permanent entre la bande de Gaza et la Cisjordanie, le président américain exige de son homologue palestinien une action plus coercitive contre les militants activistes palestiniens et la promulgation d'une loi exigeant des candidats aux élections législatives de janvier 2006 (même ceux soutenus par le *Hamas*) qu'ils renoncent à la violence et à la mise en œuvre de leurs objectifs par des méthodes illégales ou non démocratiques. M. BUSH déclare que l'AP doit ainsi gagner deux types de confiance : celle de son peuple (par la tenue d'élections et une gouvernance efficace) et celle de ses

voisins (par le rejet du terrorisme et la réduction de la capacité de nuisance des bandes armées).

George W. BUSH qualifie de "background noise" les problèmes de politique intérieure rencontrés par l'administration (enquête de la CIA sur l'"affaire PLAME", contestation par les conservateurs et le Congrès de la nomination de Harriet MIERS, enquête contre les leaders républicains Tom DELAY et Bill FRIST) et refuse de lier la résolution du conflit israélo-palestinien à des facteurs de politique intérieure américaine (*midterm elections*, fin de mandat etc.).

La publication du Rapport MEHLIS sur l'assassinat de l'ancien Premier ministre libanais Rafic HARIRI (14 février 2005) met d'abord en cause des responsables de haut rang syriens (il accuse notamment le beau-frère du président Bachar AL-ASSAD le major général Asef SHAWKAT) et libanais (il jette notamment le doute sur le président Emile LAHOUD), puis reproche à Damas l'absence de coopération durant l'enquête (notamment de la part du ministre des Affaires étrangères Farak CHARAA).

L'assassinat préparé plusieurs mois auparavant est réputé n'avoir pu être décidé puis organisé qu'avec l'approbation et la collaboration de hauts responsables de la sécurité syriens et libanais. Le Rapport préconise la continuation de l'investigation par les autorités judiciaires libanaises assistées de la communauté internationale. Le secrétaire général des Nations Unies Kofi ANNAN prolonge le mandat de M. MEHLIS jusqu'au 15 décembre 2005.

Les États-Unis et l'Union européenne annoncent l'échec possible du cycle de négociations de l'OMC qui se tiendra à Hong-Kong en décembre 2005 faute d'un accord américano-communautaire pour dénouer le "nœud agricole" de la *Farm Bill* et de la PAC. Tandis que les États-Unis se sont engagés à baisser leurs subventions agricoles, la pression pèse désormais sur l'UE – plus particulièrement la France et l'Autriche.

Le secrétaire à la Défense Donald H. RUMSFELD achève son voyage de trois jours en Chine (18-20 octobre) en exhortant la RPC – lors d'un discours à l'Académie des Sciences Militaires chinoise – à la transparence en ce qui concerne l'expansion de ses forces balistiques stratégiques et en considérant que Chine et États-Unis partagent une relation certes complexe mais aux nombreuses opportunités.

Afin de conjurer le risque de mauvaises perceptions qui suscite incompréhensions, mauvais calculs et mauvais jugements (la RPC craint l'encerclement par les États-Unis – accords américano-japonais et américano-indien – tandis que ces derniers redoutent le déséquilibre sécuritaire régional qui résulterait de la modernisation militaire de la *People's Liberation Army*²), les deux pays s'accordent pour accroître les contacts, les échanges et les coopérations au niveau militaire.

Le président de la Géorgie Mikhaïl SAAKASHVILI (leader de la "révolution des roses" en novembre 2003) annonce que les États-Unis envisagent de nouvelles *peace initiatives* dans le Caucase à la faveur desquelles le pouvoir central géorgien espère rasseoir son autorité sur les enclaves séparatistes *pro* moscovites que sont les deux provinces d'Ossétie du Sud et d'Abkhazie.

19 octobre :

Le secrétaire d'État Condoleezza RICE est auditionné par la *Committee on Foreign Relations* du Sénat sur la conduite de la guerre en Irak (Secretary of State Condoleezza RICE, "Iraq and U.S. Policy") : tandis que le nombre des pertes humaines augmente, que

² Si elle est l'armée la plus importante au monde, la PLA n'en dispose pas moins d'une faible capacité de projection de puissance.

les coûts croissent et que le soutien de l'opinion publique à l'intervention s'érode, Mme RICE doit rassurer des législateurs d'autant plus anxieux quant aux conditions/chances de succès de l'OIF que se rapproche l'échéance des *midterm elections* de novembre 2006.

Questionné sur la stratégie et les critères de succès d'OIF, le secrétaire d'État préconise la mise en œuvre par des *Provincial Reconstruction Teams* (action civilo-militaire calquée sur le modèle afghan) d'une stratégie "de la tâche d'huile" (sécurisation graduelle) en trois étapes – nettoyer (les zones insurgées), sécuriser (les zones reprises) et construire (des institutions nationales irakiennes durables) – ayant vocation à réaliser quatre objectifs : briser le noyau insurrectionnel, empêcher l'Irak de devenir un havre terroriste, démontrer le potentiel national pour le changement démocratique et dynamiser l'économie et les finances irakiennes. Cette stratégie de pacification du "*clear, hold and build*" remplacerait celle exclusivement militaire du "*search and destroy*".

Si l'adversaire vise le centre de gravité américain qu'est la détermination/volonté de l'opinion publique, Mme RICE identifie la vulnérabilité de l'ennemi dans l'absence de vision crédible pour l'Irak. Elle soutient enfin que la décision de retrait des troupes doit être déterminée par les résultats, non le calendrier, et précise que 91 bataillons de l'armée régulière irakienne combattent d'ores et déjà dans le cadre de l'irakisation de l'OIF.

Cette déclaration du secrétaire d'État révèle que le leadership d'OIF au sein de l'administration américaine est passé du DOD (Donald H. RUMSFELD) au DOS (Condoleezza RICE) conformément à la volonté de politiser l'intervention.

Le secrétaire à la Défense Donald H. RUMSFELD déclare que la RPC peut dissiper la perception d'une menace stratégique liée à l'ambiguïté des intentions déclarées, de même qu'assurer sa prospérité, par l'ouverture de son système politique (libertés politiques et transparence) tant les considérations de politique intérieure influencent les perceptions de l'étranger.

Le sous-secrétaire d'État pour les affaires politiques Nicholas BURNS déclare devant la *Asian Society* que l'Asie devient la région la plus importante du point de vue des intérêts militaires, économiques et politiques américains à long terme et qu'au niveau régional l'Inde est le "partenaire naturel" des États-Unis, notamment dans la réduction des menaces (terrorisme, prolifération des ADM, crime international, trafics internationaux, pandémie du VIH et changement climatique).

Une fois rappelé qu'aux 65 000 Américains installés en Inde font pendant 2 millions d'indiens-américains et l'*India Congressional Caucus* (le plus important des *caucuses* congressionnels en terme d'effectif), M. BURNS recommande à l'Inde trois améliorations : transparence institutionnelle, célérité du processus décisionnel et protections juridiques.

Le procès de l'ancien président irakien Saddam HUSSEIN et de sept prévenus du parti Baath – accusés de crime contre l'humanité pour la mort de 140 musulmans chiïtes en 1982 – s'ouvre à Bagdad devant le Tribunal Spécial irakien établi en décembre 2003 par les autorités américaines. La procédure (compétence d'un tribunal national, non international, et usage principalement du droit pénal irakien) déroge ainsi aux précédents des procès *post*-conflit de gouvernants (ex-Yougoslavie, Rwanda et Sierra Leone).

La défense du dirigeant déchu consiste précisément à récuser la légitimité d'un tribunal établi consécutivement à une invasion initialement illégale au regard du DIP ainsi qu'à souligner la complicité passée des États-Unis à l'égard de Saddam HUSSEIN.

Le procès est ajourné dès la première audience jusqu'au 28 novembre 2005.

Le journaliste du *Washington Post* Robin WRIGHT ("U.S., France to Introduce U.N. Resolutions Against Syria", *The Washington Post*, 19 octobre 2005, p. A 16) rapporte que les États-Unis et la France introduiront la semaine prochaine deux nouvelles

résolutions onusiennes à l'encontre de la Syrie accusée de déstabiliser le Liban. La France refuse toujours cependant de lier le dossier syro-libanais à l'OIF en mentionnant l'interférence de la Syrie en Irak.

S'ils ont probablement abandonné l'option d'un *regime change* faute d'alternatives crédibles au sein de l'opposition syrienne (si ce n'est l'opposition islamiste anti-américaine), les États-Unis n'en exigent pas moins un *policy change*.

Les États-Unis exhortent le président de l'Autorité Palestinienne Mahmoud ABBAS à promulguer une loi exigeant des candidats aux élections législatives de janvier 2006 (même ceux soutenus par le *Hamas*) qu'ils renoncent à la violence et à la mise en œuvre de leurs objectifs par des méthodes illégales ou non démocratiques. Le problème est celui de la conversion en (candidats de) partis politiques des anciens (membres de) groupes militants activistes.

Le juge de la Cour suprême espagnole Santiago PEDRAZ délivre un mandat d'arrêt international contre les trois soldats américains responsables de la mort d'un cameraman espagnol à Bagdad le 8 avril 2003 pour avoir tiré une roquette sur l'Hotel Palestine.

L'ancien *chief of staff* du DOS de 2001 à 2005 intime de Colin POWELL – le colonel Larry WILKERSON – bascule dans la critique de l'administration BUSH en concédant que le vice-président CHENEY et le secrétaire à la Défense RUMSFELD ont créé une "cabale" prenant en otage la politique étrangère des États-Unis (Dana Milbank, "Colonel Finally Saw Whites of Their Eyes", *The Washington Post*, 20 octobre 2005, p. A 04). S'il lui reproche des attitudes de "comboy" qui rendent difficile la tâche d'améliorer l'image perçue des États-Unis à l'étranger, le colonel WILKERSON n'en gratifie pas moins George W. BUSH d'être "l'un des plus fins présidents des États-Unis".

Ce basculement dans l'opposition confirme l'érosion de la loyauté à M. BUSH et de la discipline de parti républicaine à mesure que s'effrite le taux d'approbation du président.

18 octobre :

Le président George W. BUSH rappelle – en recevant le président de la Commission européenne José BARROSO (*President Meets with European Commission President José Barroso*, The White House, Washington, D.C., 18 octobre 2005) pour discuter de la grippe aviaire, l'Irak, l'Iran et la démocratie dans le GMO – que les États-Unis apprécient la relation américano-européenne et souhaitent non seulement le succès de l'UE mais encore sa collaboration dans les domaines politique et économique afin d'assurer la paix et la prospérité.

Le secrétaire à la Défense Donald H. RUMSFELD effectue son premier voyage en Chine (18-20 octobre) depuis 2001 et la friction diplomatique consécutive à la collision entre un chasseur chinois et un avion espion américain EP-3 (avril 2001). Ce déplacement a vocation à dissiper la défiance et les mauvaises perceptions réciproques au moment où la RPC est perçue comme une menace ("*yellow scare*") à court (intérêts américains en Asie) et long (leadership global) termes *par* et *pour* les États-Unis.

Si les États-Unis ont toujours oscillé entre deux attitudes à l'égard de la RPC (*engagement* ou *containment*), le discours de M. RUMSFELD à Singapour (juin 2005) puis l'affaire CNOOC (juillet-août 2005) ont effectivement ranimé une crainte de la "menace chinoise" alimentée par l'alliance de circonstance entre protectionnistes économiques et faucons sécuritaires. Or, la sécurité de la zone Pacifique implique que ses deux principaux acteurs améliorent la compréhension réciproque de leurs intentions par une coopération plus transparente : visites militaires, "téléphone rouge", discussion commune des systèmes d'armement et des stratégies, etc. Les enjeux de cette visite sont au nombre de

deux pour les États-Unis : mieux connaître les capacités (budget de défense) et les intentions (volontés du leadership) chinoises, aborder la problématique nucléaire nord-coréenne. Les enjeux de cette visite sont au nombre de quatre pour la RPC : dissiper la perception américaine d'une "menace chinoise", contrebalancer la relation bilatérale américano-japonaise (principal rival régional), rassurer les nations asiatiques quant à sa puissance militaire et économique croissante et convaincre les États-Unis de redéployer les 37 500 soldats américains stationnés en Corée du Sud.

S'il reproche à la RPC de minimiser ses dépenses de défense réelles (alimentant ainsi la suspicion quant à ses intentions) et souligne que le gouvernement communiste limite encore l'ouverture et la libre circulation de l'information, M. RUMSFELD n'en atténue pas moins ses propos de juin 2005 (il dénonça alors les dépenses de défense chinoises comme une menace au délicat équilibre sécuritaire régional) en appréhendant la relation des États-Unis avec la RPC comme celle avec une puissance régionale qui joue un rôle croissant dans le monde et dont l'économie croît.

Reconnaissant les progrès récents accomplis par le régime communiste chinois en matière de liberté d'expression des citoyens, le président de la Banque mondiale Paul D. WOLFOWITZ incite toutefois la RPC à leur octroyer plus de pouvoirs en arguant que les facteurs non économiques du développement (État de droit, droit de regard de la société civile, etc.) soutiennent la croissance économique.

Le secrétaire d'État Condoleezza RICE s'entretient avec le Secrétaire Général des Nations Unies Kofi ANNAN de la Syrie quelques jours avant la publication du Rapport MEHLIS sur l'assassinat de Rafic HARIRI et alors que les États-Unis reprochent vigoureusement au régime de Bachar AL-ASSAD son interférence en Irak et la déstabilisation du Liban.

Ilam BERMAN briefe la *International Relations Committee* de la Chambre des Représentants sur les quatre défis que l'Iran pose à la politique étrangère américaine (*Briefing before the House International Relations Committee*, 18 octobre 2005, 4 p.) : le programme nucléaire (depuis le discours sur l'*evil axis* du 29 janvier 2002 et au vu des expériences contraires irakienne et nord-coréenne, l'Iran a conclu que le meilleur moyen de "préempter la préemption" résidait dans la dissuasion nucléaire), le terrorisme (parrainage du Hezbollah, coopérations tactiques avec al-Qaïda, accointances avec les groupes terroristes palestiniens), la domination du Golfe arabo-persique (*OIF* a fait de l'Iran la superpuissance du Golfe arabo-persique qui essaie de faire dérailler le projet américain de démocratisation du GMO) et la tentation centro-asiatique et caucasienne (regain de l'activisme iranien dans l'espace *post-soviétique* : Asie centrale et Caucase). Considérant comme irréversible la nucléarisation de l'Iran (capacités), Ilam BERMAN préconise désormais de se focaliser sur le facteur déterminant qu'est le régime politique iranien (intentions).

Le sous-secrétaire d'État Nicholas BURNS exhorte Haïti à accélérer l'organisation d'élections générales désormais reportées à la mi-décembre 2005.

17 octobre :

Le gouverneur du Nouveau Mexique (réputé pour ses qualités de négociateurs) Bill RICHARDSON arrive en Corée du Nord pour trois jours consacrés à la négociation des modalités concrètes (procédure de démantèlement et moyens de vérification extérieurs) de mise en œuvre de l'accord conclu le 19 septembre 2005 par les membres des *Six-Party Talks* (la Corée du Nord renonce à son arsenal nucléaire militaire – *CVID* : *Complete, Verifiable and Irreversible Dismantlement* – et réintègre "le plus tôt possible"

le TNP en contrepartie de la fourniture de *LWRS – Light-Water nuclear Reactors* – par les États-Unis).

Le président George W. BUSH exhorte la Libye à libérer cinq infirmières bulgares condamnées à mort pour avoir infecté plusieurs centaines d'enfants libyens avec le VIH (*President Meet with Bulgarian President Georgi Purvanov*, The Oval Office, Washington, D.C., 17 octobre 2005).

Des programmes d'armement (*Air Force, US Navy et US Army*) seront supprimés pour équilibrer un budget grevé par les dépenses qu'imposent l'OIF, le troisième choc pétrolier, les coûts de personnels et la reconstruction *post-Katrina*.

Le professeur Andrew MACK (University of British Columbia) constate dans son étude *Human Security Report* une triple diminution relativement à la violence politique : du nombre de guerres (aussi bien interétatiques que civiles : – 40% depuis 1989 ; le nombre de 25 conflits civils en 2004 est le plus bas depuis 1976), de la létalité des guerres (– 98% depuis 1950 : 37 500 morts en moyenne en 1950 contre 600 en 2002) et du nombre de coups d'États (– 60% depuis 1963). Si le nombre d'actes terroristes diminue également, leur létalité augmente en revanche.

Cinq principaux facteurs expliquent cette triple diminution : la fin du colonialisme, la fin de la guerre froide, la prévention des conflits et le rétablissement de la paix (missions onusiennes de "diplomatie préventive" et "groupes de contact" gouvernementaux), l'augmentation du nombre de démocraties et le poids croissant de l'opinion – comme de l'action – publique internationale.

16 octobre :

Le secrétaire d'État Condoleezza RICE rappelle dans une interview (*Meet the Press* sur *CNN*) la nécessité de coupler les deux versants militaire et politique d'une même stratégie visant à réduire une insurrection irakienne qui "ne peut finalement pas survivre sans base politique".

Mme RICE justifie la politique étrangère américaine mise en œuvre depuis le 11/09 (non seulement *OEF* mais encore *OIF*) comme une politique audacieuse à long terme qui traite les causes (la situation politique du GMO) et non pas seulement les manifestations ou symptômes (al-Qaida) du terrorisme.

Enfin, à une question sur un éventuel *regime change* en Syrie, le secrétaire d'État recommande au régime du président Bachar al-Assad – régime "déconnecté de ce qui se passe dans la région" – de changer d'attitude sur deux dossiers : le soutien aux activistes palestiniens qui se trouvent au Liban et le laisser passer des terroristes à la frontière syro-irakienne.

Si le secrétaire d'État Condoleezza RICE annonce que les électeurs irakiens ont vraisemblablement approuvé le projet de Constitution soumis à referendum (le cas échéant un nouveau parlement et un nouveau gouvernement seront respectivement élu et nommé en décembre 2005), elle n'en précise pas moins qu'un rejet (le cas échéant une nouvelle Constitution devra être élaborée par un nouveau parlement qui sera élu en décembre 2005) ne serait pas synonyme d'échec tant le processus politique est engagé.

Tandis que le referendum national irakien sur le projet de Constitution consolide les progrès du processus politique (taux de participation global ainsi que sunnite), cinq défis restent à relever : réduire l'insurrection, regagner le soutien des sunnites aliénés, former et entraîner les forces de sécurité irakiennes, reconstruire les infrastructures et restaurer l'économie.

Le sénateur démocrate du Delaware Joseph R. BIDEN déclare dans une interview (*Face the Nation* sur CBS) que le referendum constitutionnel irakien devrait encourager la participation politique conventionnelle des sunnites et donc conjurer le risque de guerre ethnique régionale de même qu'affaiblir l'insurrection et favoriser *in fine* le retrait des troupes américaines d'Irak.

Le secrétaire d'État Condoleezza RICE achève une tournée en Asie centrale (Kazakhstan, Kirghizstan, Tadjikistan), en Afghanistan et en Europe (France, Russie et Grande-Bretagne) ayant vocation à cimenter deux fronts : contre le soutien de la Syrie aux activistes libanais et contre les prétentions nucléaires de l'Iran. Tandis que le premier front est unitaire, le second est lézardé (divergences américano-russes).

Elle prononce une sévère mise en garde à l'encontre de l'Iran soupçonné d'aider tactiquement les insurgés irakiens par des transferts de technologies pour la réalisation d'IED (*Improvised Explosive Device*). Elle exprime par ailleurs sa crainte relativement au programme nucléaire iranien que le terrorisme ne soit soutenu à l'avenir par un État nucléaire.

Le secrétaire du Trésor John SNOW, le président de la Réserve Fédérale Alan GREENSPAN et le président de la SEC (*Securities and Exchange Commission*) Christopher COX se rendent en Chine pour s'entretenir durant deux jours (16-17.10.05) avec leurs homologues (dans le cadre de la *U.S.-China Joint Economic Commission*) des moyens d'ouvrir et d'assouplir – tout en la stabilisant et consolidant – l'économie chinoise. Six principales mesures sont préconisées : réformer le secteur bancaire et le secteur assurantiel, dynamiser les marchés financiers et les mouvements de capitaux, réduire les rigidités du système économique chinois, accroître la résilience de l'économie par la flexibilité des taux de change, réduire la fraude (moraliser pour garantir "l'intégrité du marché") et assurer la sécurité juridique.

Trois points font l'objet de frictions sino-américaines : les taux de change (artificiellement bas selon Washington), le couple épargne/consommation (déséquilibré au profit de la première) et le protectionnisme (notamment barrières non tarifaires aux échanges commerciaux) chinois.

Le ministre de la Défense russe – Mr. IVANOV – souligne que le champ des démarches politiques et diplomatiques à l'égard de l'Iran n'est pas épuisé et prévient les États-Unis des "conséquences stratégiques très graves" qu'occasionnerait le transfert de la problématique nucléaire iranienne de l'AIEA au CSNU.

Des avions de combat et des hélicoptères américains bombardent deux villages irakiens proches de Ramadi (province sunnite), tuant 70 individus présentés comme des "militants" et des "terroristes" (présentation controversée par la police de Ramadi qui dénombre 20 civils parmi les victimes).

15 octobre :

15 millions d'Irakiens (sur 27 millions) sont appelés à se prononcer par referendum national (participation des sunnites – 20% de la population – à la différence des élections du 30 janvier 2005) sur le projet de Constitution instaurant le fédéralisme dans le cadre d'un régime parlementaire.

Tandis que les troupes américaines en Irak s'élèvent à 156 000 militaires, l'enjeu de cette avancée majeure du processus politique irakien depuis les élections législatives du 30 janvier 2005 et la chute de Saddam HUSSEIN est de convaincre la majorité silencieuse de la minorité sunnite de renoncer à soutenir indirectement les insurgés pour rallier la

participation politique conventionnelle. Lors de la fermeture des bureaux de vote, les incidents ont tué quatre personnes et la participation électorale est estimée à 61%.

Le président George W. BUSH rappelle dans son allocution radiodiffusée (*President's Radio Address*, 15 octobre 2005) que les terroristes sont mus par une idéologie qui exploite l'islam à des fins politiques violentes à savoir "l'établissement d'un empire totalitaire qui nie la liberté politique et religieuse". Saisissant que le seul vote marque leur rejet ainsi que celui de leur "vision déformée de l'islam", ils s'efforcent donc d'enrayer la marche de la démocratie en Irak.

La secrétaire d'État Condoleezza RICE échoue à obtenir du ministre russe des Affaires étrangères – Sergey LAVROV – que son pays soutienne une position ferme sur le dossier du programme nucléaire iranien. La FR accepte en revanche de coopérer avec les États-Unis sur l'attitude qu'impliquera d'adopter la publication du rapport de la commission d'enquête des Nations Unies sur l'assassinat de Rafic HARIRI (dit "Rapport MEHLIS") le 21 octobre 2005.

Alors que RICE souligne l'inutilité d'un programme nucléaire civil iranien, LAVROV insiste sur le droit de l'Iran (en tant que membre du TNP) de développer un programme nucléaire civil et avance que la question nucléaire iranienne peut et doit être résolue dans le cadre de l'AIEA sans transfert au CSNU.

Le président de la Banque mondiale – Paul D. WOLFOWITZ – exhorte les pays riches à réaliser des concessions en matière commerciale lors du cycle de négociations de l'OMC qui se tiendra à Hong-Kong en décembre 2005. Afin de sortir 1,2 milliard d'individus de la pauvreté et d'une situation de dépendance structurelle à l'aide internationale, l'ancien secrétaire adjoint à la défense préconise de dénouer les "nœuds agricoles" de la PAC et de la *Farm Bill* (coûtant au total 260 Md\$ par an), ce qui implique un accord agricole entre l'UE et les États-Unis.

Les représentants espagnol, portugais et latino-américains de 22 États réunis à l'occasion d'un sommet ibéro-américain (Salamanque) exhortent les États-Unis à mettre un terme à leur embargo sur Cuba.

14 octobre :

Le secrétaire d'État américain – Condoleezza RICE – rencontre le président de la République – Jacques CHIRAC – et le ministre des Affaires étrangères – Philippe DOUSTE-BLAZY – français auprès desquels elle réaffirme le soutien des États-Unis à l'UE-3 dans la négociation d'une solution diplomatique à la crise du programme nucléaire iranien. Les États-Unis et la France rappellent toutefois leur volonté commune de déférer le dossier devant le Conseil de Sécurité des Nations Unies.

Les déplacements du secrétaire d'État en France puis en Russie (15.10.05) et en Grande-Bretagne (16.10.05) ont pour objet une double définition : le seuil de nucléarisation inacceptable (définir le critère séparant le nucléaire civil du nucléaire militaire) et les actions à entreprendre en cas de non-conformité.

L'ambassadeur américain auprès de l'ONU – John R. BOLTON – déclare dans une interview à la BBC que l'Iran a dissimulé pendant 18 années un programme nucléaire militaire ayant vocation à lui assurer la domination stratégique du Moyen-Orient et "éventuellement à fournir des terroristes".

Le sous-secrétaire pour les affaires politiques du *DOS* – Nicholas BURNS – achève une visite de trois jours dans les Balkans occidentaux (Bosnie-Herzégovine, province du

Kosovo et Serbie) en annonçant l'intention des États-Unis de se "réengager" dans la région pour résoudre les problèmes de statuts territoriaux et en soulignant les opportunités de changement au moment des transferts de pouvoir des autorités internationales (instaurées en Bosnie-Herzégovine par les Accords de Dayton du 21 novembre 1995 et dans la province du Kosovo par la résolution 1244 du CSNU du 10 juin 1999) aux autorités locales.

Le président George W. BUSH nomme Alejandro Daniel WOLFF (chef de mission à l'ambassade américaine de Paris de 2001 à 2005, ancien assistant des secrétaires d'État Madeleine ALBRIGHT et Colin POWELL) adjoint à l'ambassadeur américain auprès de l'ONU John R. BOLTON.

L'Irak ferme ses frontières afin d'étanchéifier/sécuriser son territoire contre la pénétration de jihadistes étrangers à 24h du referendum national sur le projet de Constitution.

Le ministre japonais des Affaires étrangères – Nabutcha MACHIMURA – annonce qu'un accord avec les États-Unis sur le redéploiement des 47 000 soldats américains stationnés sur l'archipel est imminent.

13 octobre :

Des rebelles tchéchènes appartenant aux Forces du Front du Caucase livrent l'assaut contre des bâtiments officiels locaux et fédéraux de la capitale de la République autonome de Kabardino-Balkarie (Fédération de Russie), Nalchik : 85 personnes sont tuées (61 rebelles, 12 membres des forces de sécurité russes et 12 civils) et une centaine blessées. Le président de la FR Vladimir POUTINE ordonne d'abattre toute personne armée opposant une résistance et prévient que les rebelles tchéchènes faits prisonniers ne bénéficieront d'aucune mansuétude de la part du gouvernement fédéral.

L'événement confirme l'échec de la politique de confinement du terrorisme tchéchène mise en place par Vladimir POUTINE puisque celui-ci déborde la province russe pour contaminer le Caucase Nord depuis septembre 2004 (Beslan).

Le directeur des renseignements américains (*DNI, Director of National Intelligence*) – John NEGROPONTE – charge la *CIA* de la réalisation des opérations d'espionnage à l'étranger (y compris celles jusqu'alors dévolues au *FBI* ou au *DOD*) via la création du *NCS (National Clandestine Service)*.

Il s'agit principalement de réaffirmer le soutien politique à une *CIA* critiquée pour ses défaillances relativement au 11/09 et aux ADM irakiennes putatives.

Un rapport du *DOD*³ constate les progrès réalisés par les forces de police irakiennes (outre les progrès politiques, économique et de l'environnement sécuritaire) mais souligne le problème de leur infiltration par les insurgés (dans une proportion inconnue).

L'opposant le plus radical au régime communiste chinois – Peng MING – est condamné à la prison à vie pour "terrorisme" et "possession de monnaie contrefaite".

12 octobre :

Le président George W. BUSH déclare fermement⁴ attendre de la Syrie qu'elle fasse "tout ce qui en son pouvoir" pour juguler la pénétration des jihadistes étrangers en Irak, qu'elle

³ Department of Defense, *Report to Congress. Measuring Stability and Security in Iraq*, 13 octobre 2005, 44 p.

⁴ George W. Bush, *President Welcomes President Kwasniewski to the White House* (le Bureau Oval, Washington), 12 octobre 2005.

soit "un bon voisin pour l'Irak" et qu'elle n'agite pas "les tueurs dans les territoires palestiniens".

Constatant les progrès réalisés vers la paix en Terre Sainte, le président condamne les États qui comme la Syrie essaient de perturber le processus de paix en encourageant les activités terroristes.

Les ministres de la Défense des États-Unis et de l'Amérique centrale discutent (les 12 et 13 octobre) de coopérations dans la lutte contre le terrorisme, le trafic d'armes, le trafic de drogue et la criminalité organisée (*maras*).

Après l'Afghanistan, la secrétaire d'État Condoleezza RICE effectue une visite imprévue *post-tremblement de terre* (*earthquake diplomacy*) au Pakistan.

La Corée du Sud propose aux États-Unis des pourparlers visant à réviser le contrôle opérationnel américain en temps de guerre sur l'armée sud-coréenne instauré en 1950, de même qu'à réévaluer le parapluie nucléaire américain (parfois présenté comme le principal obstacle au démantèlement du programme nucléaire nord-coréen).

Si 37 500 soldats américains restent stationnés en Corée du Sud, cette dernière a recouvert depuis 1994 le contrôle opérationnel en temps de paix sur son armée et souhaite plus généralement un réajustement des rôles et responsabilités avec les États-Unis ainsi qu'une adéquation entre sa puissance économique croissante et son engagement politico-militaire dans la région.

Le ministre de l'Intérieur syrien – le général Ghazi KENAAN –, mis en examen dans le cadre de l'enquête des Nations Unies sur l'assassinat de Rafik HARIRI, se suicide.

11 octobre :

La CIA publie la *Letter from al-Zawahiri to al-Zarqawi* en date du 9 juillet 2005 et comprenant 6 000 mots.

L'idéologue savant Ayman AL-ZAWAHIRI (second d'al-Qaida transnational) y prévient l'icône charismatique/médiatique Abou Moussab AL-ZARQAWI (1^{er} d'al-Qaida irakien, leader d'al-Qaida en Irak) que les attaques indiscriminées contre les civils (*a fortiori* la guerre déclarée contre les Chiites et les attentats dans des mosquées) et les exécutions d'otages mises en scène et enregistrées risquent de miner la cause plus large embrassée par l'extrémisme (mobiliser les masses musulmanes) en lui aliénant les masses musulmanes⁵.

AL-ZAWAHIRI recommande par ailleurs à AL-ZARQAWI d'anticiper le vide politique que suscitera le retrait des troupes américaines en préparant le gouvernement islamique de l'Irak par des actions politiques aussi bien que militaires. Cette re-politisation de l'action jihadiste doit favoriser la réalisation de l'objectif d'un "émirat" puis d'un "califat" en Irak⁶ par quatre étapes incrémentales : l'expulsion des Américains d'Irak, l'établissement d'une autorité islamique (émirat) en Irak, l'extension du *jihad* aux États séculiers voisins de l'Irak et l'affrontement avec Israël.

Des pourparlers *in extremis* aboutissent à ce qu'un parti politique sunnite irakien (*IIP*, *Iraqi Islamic Party*) s'engage à soutenir le projet de Constitution sur lequel les Irakiens se prononcent par referendum le 15 octobre : le front d'opposition sunnite est brisé. En

⁵ Douglas Jehl, Thom Shanker, "Al-Qaeda Tells Ally in Iraq to Strive for Global Goals", *The New York Times*, 7 octobre 2005.

⁶ Susan B. Glasser, Walter Pincus, "Seized Letter Outlines Al Qaeda Goals in Iraq", *The Washington Post*, 12 octobre 2005, p. A 13.

contrepartie sera créée au sein du parlement irakien une commission constitutionnelle mixte (chiito-sunnite) dotée du pouvoir de réviser la Constitution.

La Commission exécutive du Congrès sur la Chine critique Beijing pour n'avoir amélioré ni la réforme du droit positif ni les droits de l'homme (répressions des droits politiques et religieux, de la liberté d'expression, des minorités ethniques autonomistes – notamment tibétaine).

10 octobre :

Le secrétaire d'État Condoleezza RICE entame un voyage (10-13 octobre) en Asie centrale (Kazakhstan, Kirghizstan, Tadjikistan) et en Afghanistan dont le but est double : géopolitique (re-pénétrer la région centro-asiatique) et géostratégique (rester présent au cœur de l'Asie centrale pour dissuader les puissances régionales tentées par le retour à une politique d'influence).

La sécurisation de l'accès américain à l'Asie centrale (indispensable pour livrer la *GWOT* et contrôler les développements dans la région de la Mer Caspienne riche en ressources énergétiques) passe par l'activation des relations bilatérales avec les États d'Asie centrale afin d'affaiblir puis lézarder le front dirigé par le couple sino-russe au sein de deux organisations : l'OCS (Organisation de Coopération de Shanghai) et l'*EEC* (*Eurasian Economic Community*).

Mme RICE⁷ réprimande et contourne l'Ouzbékistan (un État qui repousse avec mépris les préoccupations de l'étranger sur les droits de l'homme et dont le gouvernement est déconnecté des tendances politiques lourdes qui meuvent l'Asie centrale) ainsi que le Turkménistan (un État autoritaire dont le président prescrit le culte de la personnalité). Elle précise que les États-Unis trouveront des alternatives à l'Ouzbékistan pour livrer la *GWOT* (Kirghizstan) tandis qu'elle érige dorénavant le Kazakhstan en modèle d'une région – l'Asie centrale (cinq républiques musulmanes anciennement soviétiques : Kazakhstan, Kirghizstan, Ouzbékistan, Tadjikistan et Turkménistan) – considérée comme une région en transition politique qui offre des opportunités économiques et reste nodale pour la *GWOT* (ce qui se traduit au *DOS* par le rattachement de la zone Asie centrale à la zone Asie du Sud). Il s'agit ainsi de trouver un équilibre : promouvoir la démocratie sans s'aliéner des alliés autoritaires dans une région où les États-Unis sont en compétition avec la Russie et la Chine.

La présidente de la *CDU* – Angela MERKEL – est désignée Chancelière du gouvernement de grande coalition formé par son parti démocrate-chrétien (*CDU*) avec le parti socio-démocrate (*SPD*) de Gerhard SCHRÖDER.

L'accession au pouvoir de la *CDU* d'Angela MERKEL (laquelle avait soutenu l'intervention américaine en Irak) favorisera (aux dépens du couple franco-allemand) un rapprochement de l'Allemagne avec la Grande-Bretagne, une attention accrue portée au lien transatlantique et un soutien renforcé de l'OTAN.

Le 60^{ème} anniversaire du Parti communiste nord-coréen est marqué par les spéculations sur la succession de Kim JONG-IL

9 octobre : un négociateur iranien du dossier nucléaire – Ali LARIJANI – soutient que la pression des États-Unis n'est qu'"intimidation" car ils ne peuvent (incapacité militaire, réticence de l'opinion publique) ouvrir un front supplémentaire.

8 octobre :

⁷ Condoleezza Rice, *Briefing En Route to Shannon, Ireland*, 10 octobre 2005.

Un tremblement de terre frappe principalement le Pakistan (notamment le Cachemire pakistanais), tuant 38 000 personnes et en blessant 62 000 (estimation à revoir).

Si la communauté internationale en générale et les États-Unis en particulier mettent en œuvre une "*earthquake diplomacy*" au sein du seul État musulman détenteur de l'arme atomique (en vue de bénéficier d'un "*tsunami effect*" c'est-à-dire d'un changement d'attitude à l'endroit des États-Unis), les organisations caritatives islamiques (notamment l'organisation caritative du parti *Jemaat-e-Islami : Al-Khidmat Foundation*) capitalisent sur l'aide qu'elles procurent aux sinistrés. S'ajoutent à cette concurrence de *public relations* les séparatistes cachemiries.

Le nombre de soldats américains tués en Afghanistan depuis le 7 octobre 2001 atteint 200 (parmi lesquels 84 en 2005).

7 octobre :

Le leader d'al-Qaida en Irak – Abou Moussab AL-ZARQAWI – justifie (dans une vidéo enregistrée) par rapport à l'islam le meurtre de civils considérés comme "infidèles"⁸.

Le Sénat vote une proposition de loi de finance fixant le budget de la défense (*DOD*) à 445 Md\$ auxquels s'ajoutent 50 Md\$ pour l'*OIF*.

Le directeur de l'agence onusienne AIEA – Mohamed EL BARADEI – reçoit le prix Nobel pour sa lutte contre la prolifération nucléaire, notamment contre l'acquisition de l'atome par les États et les terroristes.

6 octobre :

Lors de son discours sur la *GWOT*⁹, George W. BUSH condamne d'abord le "grand défi de notre nouveau siècle" qu'est le radicalisme islamique (jihadisme militant ou encore islamo-fascisme) comme un "mal" qui exploite et trahit l'islam à des fins politiques, une idéologie dont les objectifs sont totalitaires. Le président condamne ensuite les "alliés par commodités" du radicalisme islamique que sont la Syrie et l'Irak, "États parrains" de la propagande du terrorisme avec lequel ils partagent l'objectif de nuire aux États-Unis et aux gouvernements musulmans modérés. Le président condamne enfin nommément Oussama BEN LADEN comme un individu aisé qui recommande aux musulmans pauvres de donner leur vie à une cause pour laquelle lui-même n'offre pas la sienne.

George W. Bush rejette la thèse selon laquelle *OIF* alimenterait le radicalisme terroriste car "la haine des radicaux existait avant que l'Irak ne soit un problème et existera après que l'Irak ne soit plus une excuse".

Outre que les États-Unis ont déjoué trois tentatives d'attentats d'al-Qaida sur leur territoire, George W. BUSH souligne les progrès politiques réalisés par l'Irak en deux ans et demi ("de la tyrannie à la libération, aux élections nationales, à la rédaction d'une Constitution"), pays pour lequel il préconise un "fédéralisme démocratique" ou "système constitutionnel fédéral" qui contienne le factionnalisme irakien.

George W. BUSH exhorte enfin les leaders islamiques à s'unir pour dénoncer l'idéologie "qui exploite l'islam à des fins politiques et souille une noble foi".

Le secrétaire général de l'OTAN – Jaap de HOOP SCHEFFER – annonce le besoin de clarifier la structure de commandement de la FIAS (mission otanienne de stabilisation) en vue de sa fusion/synergie avec l'*OEF* (opération américaine de contre-terrorisme) : nonobstant l'opposition française à un commandement unique pour la FIAS et *OEF*

⁸ Reuters, "Zarqawi justifies killing civilians", *The Washington Times*, 8 octobre 2005.

⁹ George W. Bush, *President Discusses War on Terror at National Endowment for Democracy* (Ronald Reagan Building and International Trade Center, Washington, D.C.), 6 octobre 2005.

exprimée depuis le Sommet informel OTAN de Berlin (13 septembre 2005), le secrétaire général reste optimiste quant à un consensus entre États-Unis et France.

Le ministre des Affaires étrangères russe – Sergey LAVROV – écarte les spéculations selon lesquelles la Fédération de Russie se joindrait à l'UE-3 (Allemagne, France, Royaume-Uni) pour négocier sur le programme nucléaire iranien.

5 octobre :

Le Sénat vote le report d'un an du paiement à l'Ouzbékistan de 23 millions de \$ pour l'utilisation d'une base aérienne (Karshi-Khanabad Air Base) en arguant que les États-Unis ne doivent pas rémunérer un gouvernement corrompu et répressif qui a évincé des soldats américains.

Le directeur de la CIA – Porter GROSS – refuse de prendre des sanctions disciplinaires contre les agents de la CIA responsables des défaillances du renseignement avant les attaques du 11/09.

Un attentat-suicide perpétré par un sunnite irakien dans une mosquée chiite tue 25 personnes et en blesse 87. Aucune autorité religieuse sunnite au sein de la communauté musulmane ne condamne et délégitime l'attentat-suicide.

3 octobre :

Discours de Richard B. CHENEY (Camp Lejeune, Caroline du Nord) dans lequel le vice-président rappelle les sept opportunités de riposte contre le terrorisme manquées par les États-Unis depuis les années 1980 (1983¹⁰, 26 février 1993¹¹, 3 octobre 1993¹², 13 novembre 1995¹³, 25 juin 1996¹⁴, 7 août 1998¹⁵ et 12 octobre 2000¹⁶) et avertit que l'Irak pourrait devenir le pas de tir pour des attaques terroristes à grande échelle contre les États-Unis si les troupes étaient prématurément retirées.

Le *Army secretary* Francis J. HARVEY annonce que 6 700 soldats manquent par rapport aux effectifs de recrutement prévus par l'*US Army*¹⁷ (73 300 sur 80 000 soit 92%), ce qui risque de retarder ses plans d'expansion (accroître les forces de combat terrestres de 40 000 hommes aux dépens des emplois civils).

Trois déterminants expliquent les difficultés de recrutement de l'*US Army* : le faible taux de chômage, l'érosion du soutien à l'intervention militaire en Irak et la réticence croissante des parents.

Trois variables détermineront le retrait des troupes d'Irak : l'état de l'insurrection, les progrès politiques de l'Irak et la préparation des forces irakiennes.

Les troupes américaines (2 500 hommes) déclenchent dans l'Ouest irakien l'Opération *River Gate*, ayant notamment vocation à étanchéifier et sécuriser la frontière irako-syrienne (principal axe de pénétration des jihadistes étrangers en Irak).

¹⁰ 241 soldats américains tués à Beyrouth (Liban).

¹¹ 5 civils américains tués au *World Trade Center* de New York (États-Unis).

¹² 18 soldats américains tués à Mogadiscio (Somalie) lors de l'opération *Black Hawk Down* (pour l'établissement d'un lien entre al-Qaida et le général Aïdid, voir Paul Watson, Sidhartha Barua, "Somalia Links Seen to al-Qaida", *Los Angeles Times*, 25 février 2002).

¹³ 7 civils – dont 5 américains – tués à Riyad (Arabie Saoudite).

¹⁴ 19 militaires américains tués à Khobar (Arabie Saoudite).

¹⁵ 224 tués – dont 12 Américains – à Nairobi (Kenya) et Dar es-Salaam (Tanzanie).

¹⁶ 17 militaires américains tués dans l'attentat contre l'*USS Cole* à Aden (Yémen).

¹⁷ L'*US Army* comprend trois branches : l'*active-duty Army*, la *National Guard* et la *Reserve*.

Un rapport du Congressional Research Service¹⁸ estime que l'administration BUSH a alloué depuis le 11/09 361 Md\$ aux opérations militaires, à la reconstruction, aux ambassades, aux programmes d'aide étrangère en Irak et en Afghanistan et à la sécurisation des bases de défense. La répartition est la suivante : 330 Md\$ pour le *DOD*, 31 Md\$ pour les programmes d'aide étrangère et les opérations d'ambassades.

Les dépenses mensuelles du *DOD* en 2005 sont de 6 Md\$ pour l'Irak, 1 Md\$ pour l'Afghanistan et 170 M\$ pour la sécurisation des ambassades, soit des augmentations de 19%, 8% et 47% par rapport à 2004.

Le rapport prévoit que les coûts de la guerre pourraient atteindre fin 2010 570 Md\$.

George W. BUSH nomme la conseillère de la Maison-Blanche (proche du président depuis les années 1980) – Harriet MIERS – juge à la Cour suprême (*associate justice at the U.S. Supreme Court*) en remplacement de Sandra O'CONNOR : le président puise à nouveau dans son entourage proche¹⁹.

Cette nomination – s'ajoutant aux divergences existant déjà entre le président et sa majorité (déficit budgétaire, loi de finance, reconstruction *post*-Katrina) – pourrait disloquer la coalition républicaine rassemblée par George W. BUSH²⁰.

L'Inde et le Pakistan signent deux accords de coopération en matière de sécurité.

Ouverture des négociations d'adhésion entre la Turquie et l'UE (prévu) ainsi qu'en la Croatie et l'UE (imprévu). Tandis que le Royaume-Uni et les États-Unis soutiennent l'intégration de la Turquie, l'Autriche, l'Allemagne d'Angela MERKEL et la France de Nicolas SARKOZY lui préfèrent la formule du "partenariat privilégié".

L'*assistant secretary of State for arms control* – Stephen RADEMAKER – appelle les gouvernements engagés dans des projets nucléaires en Iran (la Russie est implicitement visée) à geler immédiatement ceux-ci.

2 octobre : le commandant du U.S. Central Command (U.S. Centcom) John P. ABIZAIID déclare sur NBC ("*Meet the Press*") qu'"il y a des hauts et des bas que nous traversons [en Irak], mais [que] globalement la tendance est bonne", puis sur CBS ("*Face the Nation*") que les forces irakiennes seront "capables de mener la contre-insurrection dans les mois qui viennent".

1^{er} octobre :

Trois attentats terroristes à Bali (Indonésie) tuent 23 personnes (les 3 terroristes et 20 touristes) et en blessent 138.

Les troupes américaines (1 000 hommes) déclenchent dans l'Ouest irakien l'Opération *Iron Fist*, ayant notamment vocation à étanchéifier et sécuriser la frontière irako-syrienne (principal axe de pénétration des jihadistes étrangers en Irak).

¹⁸ Amy Belasco, "The Cost of Iraq, Afghanistan and Enhanced Base Security Since 9/11", *CRS Report for Congress*, 3 octobre 2005, 20 p.

¹⁹ Peter Baker, "Once More, Bush Turns to His Inner Circle", *The Washington Post*, 4 octobre 2005, p. A 01.

²⁰ Charles Krauthammer, "Withdraw this Nominee", *The Washington Post*, 7 octobre 2005, p. A 23.